Le financement du négoce à Singapour : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les négociants

Un négociant qui cherche un financement à Singapour doit aujourd'hui s'attendre à un examen de sa gouvernance et de ses contrôles bien plus poussé qu'il y a dix ans. Le Code de 2020 est devenu la référence, même pour les banques qui l'appliquent de manière proportionnée. Les négociants incapables de présenter un conseil d'administration crédible, un contrôle des risques indépendant et des comptes audités verront leur accès aux lignes bancaires se restreindre. La transparence a aussi une valeur commerciale, puisque les banques fixent le prix de leurs facilités en fonction de la qualité des informations qu'elles reçoivent.

L'infrastructure juridique des documents électroniques est désormais en place. Les négociants qui transfèrent leurs connaissements et récépissés d'entrepôt sur des plateformes reconnues réduisent leur propre exposition à la fraude documentaire de leurs contreparties et peuvent obtenir de meilleures conditions de leurs banques. Le choix du droit applicable est important. Le droit singapourien et le droit anglais

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

reconnaissent les documents transférables électroniques, ce qui n'est pas le cas de nombreuses autres juridictions. Une opération régie par l'un de ces droits peut donc conférer au porteur qui en a le contrôle des droits qu'un tribunal d'un autre pays refuserait de faire respecter.

Pour les banques et les autres prêteurs

Les banques restent exposées aux risques que les fraudes de 2020 ont révélés : documents falsifiés ou dupliqués, créances fictives, négoces circulaires et engagements non déclarés. Le Registry et le Bill of Lading Genuineness Check réduisent ces risques sans les éliminer. *Winson Oil* a clarifié l'exception de fraude en faveur des banques, mais une banque qui refuse de payer doit encore établir, preuves à l'appui, la fraude ou la témérité du bénéficiaire. Les prêteurs non bancaires qui entrent sur le marché doivent savoir qu'ils se trouvent en dehors du Registry et du Code et qu'il leur faut mettre en place eux-mêmes des contrôles équivalents.

Liste de contrôle : structurer un financement de matières premières à Singapour

- Évaluer la gouvernance du négociant : composition du conseil d'administration, séparation des fonctions de président et de directeur général, contrôle des risques indépendant, comptes audités et opérations avec des parties liées.
- Obtenir une information complète sur les autres financements du négociant, y compris les accords de rachat, de pension et d'escompte ainsi que les opérations sans mouvement physique de marchandises.
- Enregistrer l'opération auprès du Trade Finance Registry lorsqu'elle dépasse le seuil, et utiliser le Bill of Lading Genuineness Check lorsqu'il est disponible.
- Prendre les titres représentatifs et documents de transport à l'ordre du prêteur, ou endossés en blanc, et si possible sous forme électronique reconnue par la partie 2A de l'Electronic Transactions Act.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- N'accepter une lettre d'indemnité à la place d'un connaissement qu'accompagnée d'une copie du connaissement, émise par un émetteur solvable et assortie d'un court délai de levée.
- Vérifier les stocks par un inspecteur ou un gestionnaire de garanties (collateral manager) indépendant, et contrôler l'indépendance du prestataire de stockage à l'égard du négociant.
- Notifier chaque cession de créances au débiteur et obtenir de celui-ci une reconnaissance écrite et un engagement de paiement.
- Mettre en place un accord tripartite avec le négociant et son courtier pour toute couverture de marchandises financées.
- Contrôler toutes les parties, tous les navires et tous les itinéraires au regard des sanctions et des risques de blanchiment d'argent par le commerce (voir les chapitres H.III et H.IV).
- Documenter l'opération en droit singapourien ou anglais, avec un arbitrage auprès du SIAC ou la compétence des juridictions singapouriennes (voir les chapitres F.II et F.III).

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.